

Appel des 250 manifestantes et manifestants rassemblés le 10 mars devant le ministère de l'Éducation nationale

Aujourd'hui mardi 10 mars, nous sommes plus de 250 manifestantes et manifestants en grève rassemblés devant le ministère de l'Éducation nationale : des professeurs, des AED, des AESH, des éducateurs spécialisés, des parents d'élèves, venus de toute la France pour contester les conditions de la rentrée 2026 annoncées par le Ministre. Nous représentons les 13 départements et académies les plus touchés par les fermetures de postes, dont Lille, Rennes, Normandie, Bordeaux et Paris. Mais aucune académie n'est épargnée par les 4000 suppressions de postes décidées par le ministre Édouard Geffray. Nous représentons aussi les centaines de collègues qui n'ont pas pu se déplacer aujourd'hui mais qui sont en grève, qui soutiennent ce rassemblement et organisent des actions devant leur établissement.

Le ministre nous a fait recevoir par deux responsables chargés du budget de l'Éducation mais à nos demandes d'annulation des suppressions de postes et des fermetures de classe, à nos demandes de baisse des effectifs par classe, de recrutement de personnels, de création d'un statut de fonctionnaire pour les AESH et les AED avec les droits qui accompagnent ce statut, il nous a été répondu « *vous n'aurez rien, ça aurait pu être pire, on aurait pu supprimer 8000 postes* »

Pendant que le président Macron se rêve en chef de guerre, les revendications essentielles, l'École et la santé, sont sacrifiées. Eh bien non !

À l'appel de 26 syndicats départementaux FO - écoles collèges lycées et enseignement professionnel, les personnels en grève sont là devant le ministère pour dire non !

L'urgence, c'est la satisfaction des revendications, pas l'austérité budgétaire, pas la marche à la guerre !

L'urgence, c'est l'annulation des suppressions de postes et la création de tous les postes nécessaires : profs, AESH, AED, CPE, PSY EN, personnels de labo...

L'urgence, c'est le recrutement et la création d'un statut de la Fonction Publique pour les AESH et les AED !

L'urgence, c'est de faire baisser les effectifs par classe, et d'améliorer les conditions travail de toutes et tous !

Si le ministre et le gouvernement ne répondent pas à nos revendications et aux centaines de collègues qui nous ont mandatés pour les porter, alors la grève et sa reconduction sont à l'ordre du jour et la mise à l'arrêt de l'Éducation nationale partout en même temps dans le pays.

La carte scolaire du 1^{er} degré va bientôt être dévoilée dans les départements. Nous proposons d'unir nos forces, écoles, collèges et lycées et d'associer les parents d'élèves à cette mobilisation.

Nous avons pris connaissance de l'appel intersyndical FO, FSU, CGT, UNSA, CFDT, SUD Éducation de Côte d'Or qui appelle à la mobilisation le jeudi 19 mars, ou encore de l'appel intersyndical FO, FSU, CGT, UNSA, CFDT, SUD Éducation d'Ille-et-Vilaine, qui appelle à la grève à partir du 19 mars, et à se réunir en assemblée générale le jour même pour discuter de la mise en œuvre de la reconduction du mouvement.

L'unité pour gagner sur les revendications, c'est essentiel. C'est pourquoi, nous proposons de relayer notre appel à mettre en discussion partout dans les écoles, les collèges et les lycées la grève et sa reconduction à compter du jeudi 19 mars. Assemblée générale partout pour décider des suites !

Nous proposons à notre fédération, la FNEC FP-FO, et à notre syndicat national le SNFOLC, présents avec nous devant le ministère, de relayer cette proposition.

Si le ministre n'a pas répondu aux revendications légitimes des personnels, alors bloquons toutes et tous ensemble l'Éducation nationale.

Nous proposons d'adresser cet appel au ministre de l'Éducation nationale et au président Macron : « Monsieur le Ministre, monsieur le Président, répondez à nos revendications. Faute de quoi, vous porterez la responsabilité de la mise à l'arrêt de l'Éducation nationale. »

